



DECLARATION PREALABLE

« Comité technique du réseau de la Police Nationale du
14 septembre 2017 à 11h30 »

Monsieur le Président,
Monsieur Le Directeur Général,
Mesdames et Messieurs les Préfets,

L'UNSA FASMI apporte son soutien à tous les personnels du Ministère de l'Intérieur gravement touchés par l'ouragan IRMA. Certains ont tout perdu et nous demandons au Ministère de l'Intérieur que tout soit mis en œuvre pour que ceux qui veulent rentrer en métropole puissent le faire sans délai.

Depuis le dernier CTM du printemps dernier beaucoup de choses ont évolué. Les élections ont porté au pouvoir un nouveau président, une nouvelle majorité législative.

Depuis, les signes adressés à l'ensemble des fonctionnaires comme à ceux du Ministère de l'Intérieur n'encouragent pas à l'optimisme.

Le programme pour la fonction publique est loin d'être réjouissant et en devient clivant.

- Remise en place du jour de carence
- Gel du point d'indice et point d'indice différencié
- Augmentation de la CSG avec une compensation qui devait être intégrale et pour laquelle les discussions s'enlisent qui font qu'aujourd'hui les mesures pour compenser la CSG ne sont pas connues
- Projet de réforme des retraites
- Feuille de route ministérielle peu discutées avec les représentants des personnels
- Dialogue social ministériel souffreteux

Si le ciel s'assombrit sur la situation individuelle des fonctionnaires de notre Ministère, l'avenir pour nos retraités n'est guère plus réjouissant avec la mise en place de la CSG sur les retraites qui va indéniablement faire baisser leur pouvoir d'achat.

Les coupes budgétaires avec les gels et sur-gel qui font qu'aujourd'hui les annonces sur le PLF 2018 seront forcément soumises à de nombreuses interrogations démontrent toute la fragilité dans lesquelles les services du Ministère de l'Intérieur risquent d'être plongés.

Recruter 10 000 policiers et gendarmes, avec toutes les difficultés recensées dans l'attractivité de nos métiers (400 postes de gardien de la paix resté vacants au dernier recrutement) pose néanmoins le problème de leur équipement et des conditions dans lesquelles l'Etat décide de les faire travailler (matériel, locaux...)

Aujourd'hui le moral est bien sombre et aucun signe n'annonce un avenir meilleur. Les agents du Ministère de l'Intérieur ne resteront pas les spectateurs de cette situation et de ceux qui veulent faire des fonctionnaires des parias se trompent. La fonction publique est indispensable au fonctionnement des services publics, eux même garantie de l'équité dans la société française...

Enfin, l'administration donne un bien mauvais signe aux serviteurs de l'Etat qui sont disponibles 24h sur 24. Je parle ici de l'ensemble des personnels des CRS qui voient des prélèvements sociaux se mettent en place sur leur indemnité journalière d'absence temporaire – l'IJAT. Cette annonce brutale et clivante produit des effets négatifs avec en particulier sur un rallongement du délai de paiement inacceptable et intolérable sur lequel l'UNSA FASMI a demandé à l'administration à trouver une solution. Mais pour l'UNSA FASMI, alors que nos élus s'octroient des règles dérogatoires sur une partie de leurs émoluments ce dossier IJAT aurait pu et dû trouver une autre issue que celle qui a été décidée. Délai de paiement et revalorisation font désormais partie intégrante des attentes des CRS.

Mesdames, Messieurs, l'ensemble des agents du Ministère de l'Intérieur sont engagés dans leurs missions et dans leurs métiers.

La déception s'installe et rien n'est pire que laisser le moral des « troupes s'assombrir »

Merci de votre attention.

Les représentants UNSA FASMI